



Harmonisation des règles d'instruction des demandes de drainage dans le Marais poitevin

Communication

-

Conseil d'Administration de l'EPMP du 19 juin 2012

Le Préfet coordonnateur de l'action de l'Etat dans le Marais poitevin

Le drainage dans le marais poitevin

Rappel du contexte

La question du drainage dans le Marais poitevin présente une sensibilité toute particulière au regard du risque de contentieux communautaire. En effet, l'arrêté de condamnation de la Cour de Justice des Communautés Européennes de 1999 mentionne explicitement la pratique du drainage comme une forme de dégradation de la zone humide du marais poitevin.

C'est ainsi que sur les 100 000 hectares de la zone humide du marais poitevin, les surfaces cultivées occupent aujourd'hui 48 000 hectares soit près de la moitié de la superficie totale du marais.

D'après un état des lieux réalisé en 2006 complété par des travaux d'analyses menés en 2011 (voir dossier annexe), les surfaces drainées par drains enterrés totalisent 33 000 hectares, soit environ 2/3 des terres cultivées du marais (localisées à 80% en marais desséchés). Les nouvelles demandes de drainage concernent généralement des terres cultivées en ados et rigoles.

Depuis le début des années 2000 et jusqu'en 2010-2011, la situation du drainage était relativement stabilisée en termes de superficie. Par ailleurs, une circulaire de 2004 relative au drainage dans le marais poitevin permettait d'encadrer la procédure d'instruction des demandes de drainage.

Problématique actuelle

La publication en 2009 d'un arrêté de caractérisation des zones humides a pu laisser penser à une remise en cause du classement en zone humide des marais desséchés du marais poitevin. Aussi, à la suite de cet arrêté, des opérations de drainage non maîtrisées totalisant près de 400 hectares ont eu lieu en 2011 dans le département de la Charente-Maritime.

Il apparaît donc aujourd'hui nécessaire de clarifier d'une part, la localisation des éventuels projets de drainage pouvant être acceptés et d'autre part, le niveau et la nature des mesures compensatoires à demander, afin d'envisager l'encadrement de cette pratique à l'échelle du Marais poitevin.

Nouvelles dispositions à mettre en oeuvre

A l'initiative du préfet coordonnateur des actions de l'Etat dans le Marais poitevin, les trois préfets concernés ont décidé d'harmoniser les règles d'instruction des demandes d'autorisation de drainage ainsi que le taux et la nature des mesures compensatoires exigées à l'échelle du Marais poitevin.

Les demandes seront donc instruites selon les dispositions suivantes :

- Sur la localisation :

Tout projet de drainage situé en marais mouillés ou dans les sites Natura 2000 sera refusé. En dehors de ces zones, les projets seront instruits selon les dispositions des points 2 et 3 suivants.

- Sur la procédure « loi sur l'eau » :

Les projets de drainage relèvent de la rubrique 3.3.1.0 de la nomenclature loi sur l'eau : « assèchement de zone humide ou de marais ». Ainsi, tout projet de surface à drainer supérieure à 1 hectare est soumis à autorisation et tout projet de surface à drainer supérieure à 0,1 hectare est soumis à déclaration.

- Sur les mesures compensatoires à mettre en œuvre :

Comme le prévoit le SDAGE (article 8B-2), les mesures compensatoires sont proportionnées en fonction de la fonctionnalité écologique de la parcelle ou du casier hydraulique concerné.

Deux cas de figure peuvent se présenter :

- en absence de démonstration que la fonctionnalité de la zone impactée est faible et en dehors d'une compensation équivalente dans le même bassin versant, c'est le ratio de 200% qui doit s'appliquer ;

- si la fonctionnalité initiale est faible, et dès lors que la compensation proposée représente un gain de fonctionnalité et se situe dans le même bassin versant, la surface compensée peut être inférieure à la zone impactée mais en restant égale ou supérieure à 0,3 pour 1. Pour apporter une amélioration de la fonctionnalité de la zone, les mesures compensatoires doivent prévoir une combinaison de mesures relatives à un changement du mode d'occupation du sol (prairie naturelle humide à la place de culture) et/ou de la situation hydrologique (suppression de drainage, réalisation de baisses, création de nouveaux canaux, lagunage extensif, gestion des niveaux d'eau..).

Il reste que la caractérisation de l'état initial, l'analyse des fonctionnalités de la zone humide détruite par le drainage, le type de mesure compensatoire et la démonstration de sa « plus-value » relèvent de la responsabilité du maître d'ouvrage.

Enfin, en ce qui concerne l'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions, celles-ci seront non seulement mises en œuvre pour tout nouveau projet de drainage, mais elles seront également mises en œuvre pour traiter les dossiers de drainage qui ont été réalisés sans autorisation. Naturellement, les agriculteurs qui ne demanderaient pas d'autorisation, ou qui ne l'obtiendraient pas, devront remettre les terrains dans leur état antérieur (en supprimant les drains mis en place).

Annexe :

**Etat des lieux du drainage
dans le Marais poitevin**

Cette analyse ne tient pas compte des opérations de drainages réalisées entre 2006 et 2012.

Occupation du sol en 2008 dans le Marais poitevin

En 2006, sur l'ensemble du Marais poitevin, les parcelles drainées par drains enterrés représentaient 32 800 ha. Le croisement entre les données d'occupation du sol et les données relatives au drainage permet de localiser les parcelles agricoles cultivées ne faisant pas l'objet d'un drainage par drains enterrés. Ces parcelles totalisent une surface de 16 140 ha environ.

Les résultats des croisements entre occupation du sol et parcelles drainées sont récapitulés dans le tableau ci-dessous pour chaque département :

	Surface en herbe (ha)	Surface en culture (ha)	dont surface en culture non drainée (ha)	Autre (ha)	Total (ha)
Marais mouillé	16 487	7207	5 179	4 978	28 673
17	2 300	2043	1667	817	5160
79	3 229	1594	1518	1 732	6555
85	10 959	3571	1995	2 429	16 958
Marais intermédiaire	11 294	6 507	2 780	946	18 747
17	2 658	3 592	1 978	329	6 579
79	0	0	0	0	0
85	8 636	2 916	802	617	12 169
Marais desséché	12 256	32941	6 770	1 535	46732
17	2 892	9277	2 333	384	12 553
79	0	0	0	0	0
85	9 363	23664	4 437	1 151	34 179
Fond de vallée	1 414	1 513	1 409	620	3 548
17	620	153	146	57	829
79	596	930	844	408	1 934
85	199	430	419	155	784
Total	41 451	48 168	16 138	8 079	97 700

Occupation du sol en 2008 hors marais mouillés et hors sites Natura 2000

Dans l'état actuel de la politique d'instruction des dossiers de demande de drainage, les marais desséchés et intermédiaires qui sont localisés en dehors de l'emprise des sites Natura 2000 constituent les zones concernées par les nouveaux projets de drainage.

Les prairies (temporaires et permanentes) y représentent 6 610 ha et les cultures y représentent 32 600 ha dont :

- 25 320 ha sont drainés pas drains enterrés ;
- 7 280 ha ne sont pas drainés par drains enterrés.

Ces 7 280 ha, aujourd'hui non équipés, sont répartis quasiment à part égale entre la Vendée et la Charente-Maritime.

Occupation du sol en 2008 et localisation des îlots drainés dans le Marais poitevin

